

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

Numéro spécial anniversaire L'avenir depuis 50 ans avec DP

DP2016a - Edition du 30 novembre 2013



2000e numéro pour quoi faire? (Rédaction)

«Domaine Public»: un média politique suisse indépendant fête ses 50 ans
(Rédaction)

La nouvelle priorité de la social-démocratie (André Gavillet)

Le blocage n'est jamais loin, et pourtant la Suisse fonctionne (Jean-Daniel
Delley)

La marche vers l'interdépendance (Albert Tille)

Un enrichissement réel et des insatisfactions (Jean-Pierre Ghelfi)

Les très grandes affaires du marché de détail (Yvette Jaggi)

Un paysage éducatif transformé et de nouveaux problèmes (Françoise Gavillet)

«Domaine Public», la gauche et la science (Gérard Escher)

2000e numéro pour quoi faire?

DP a cinquante ans et toutes ses dents – Premier des articles publiés à l'occasion du 50e anniversaire et qui sont rassemblés dans ce numéro spécial

Rédaction - 29 juin 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/23800>

Dans son [premier numéro](#), daté du 31 octobre 1963, *Domaine Public* constatait à quel point l'exercice de la pensée politique s'avérait difficile. «*Le détournement des richesses collectives est devenu moins apparent*», notions-nous, et «*l'on ne monte pas sur les barricades réclamer un frigo pour tous!*» Comment agir, avec quel levier et pour vouloir quoi? nous interrogeons-nous. Et de proposer les trois piliers d'une méthode de défrichage: imagination, description et extrémisme.

Imagination. Le fonctionnement de la société moderne ne relève pas d'une explication simple. Il ne se réduit pas à un concept passe-partout tel que le néo-capitalisme. Les ressources des sciences humaines ne sont pas de trop pour tenter de comprendre un tant soit peu cette complexité.

Description. Les mécanismes du pouvoir échappent à la plupart de nos concitoyens, ce qui induit une certaine inefficacité politique. DP déclarait la guerre au confidentialisme: «*toute description dans ce pays a une valeur critique*», écrivions-nous.

Extrémisme. Non qu'il s'agisse d'en rajouter dans la radicalité des propositions.

Notre extrémisme, plus modestement, consistait à rappeler de manière incessante la nécessaire réalisation des projets rabâchés, mais jamais réalisés. DP se donnait pour tâche de taper sans relâche sur le clou – aménagement du territoire, politique du logement, éducation permanente, planification notamment.

Deux mille numéros plus tard, la méthode est-elle toujours pertinente?

En un demi-siècle, le monde a changé. Les paramètres des Trente Glorieuses n'ont plus cours: croissance économique continue et soutenue, énergie abondante et bon marché, mobilité sociale en particulier. La conscience des interdépendances – celle de l'homme et de son environnement naturel, celle générée par la mondialisation, celle qui lie la Suisse à l'Europe – s'est développée.

Pourtant la méthode reste valable. La fin du monde bipolaire et la domination du modèle démocratique libéral ont plutôt obscurci qu'elles n'ont éclairé notre compréhension de la société. Les étiquettes idéologiques et les raccourcis terminologiques sont moins aptes que jamais à nous servir de boussole. Il y a cinquante ans, un [Jean](#)

[Meynaud](#) faisait figure de pionnier – et de dangereux agitateur! – en analysant les groupes de pression. Et DP innovait en publiant ses cahiers spéciaux sur le capitalisme helvétique ([DP 125-127](#) et [137-139](#)). Or, en quelques décennies, sociologie et science politique ont considérablement débroussaillé le champ du pouvoir. Et nombre d'organisations dites non gouvernementales scrutent d'un œil attentif les arcanes des institutions publiques comme privées. DP s'applique à relayer ces informations.

On connaît la force d'inertie du système politique helvétique. Les dossiers de l'AVS et de l'assurance maladie en sont actuellement les victimes. La réforme des institutions patine depuis des décennies. Et le silence sur le dossier européen n'est rompu qu'en cas d'extrême nécessité, lorsqu'il faut bien répondre aux sollicitations de Bruxelles. D'où, à notre modeste échelle, la nécessité de cet extrémisme d'insistance, de rappel.

La continuité de la réflexion et la mise en contexte des dossiers s'imposent comme une tâche civique, comme une exigence démocratique face au *zapping* médiatique et à la priorité donnée à l'événementiel.

«Domaine Public»: un média politique suisse indépendant fête ses 50 ans

Une rétrospective et des nouveautés: introduction du dossier de presse largement diffusé à l'occasion de l'anniversaire de DP

Rédaction - 14 octobre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24386>

Domaine Public est né à Lausanne il y a 50 ans, le 31 octobre 1963: sur quatre pages à la présentation moderne et sobre, c'est un journal de gauche, réformiste et indépendant publiant des analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse. L'impulsion en fut donnée par André Gavillet, qui deviendra conseiller d'Etat socialiste vaudois et écrit toujours dans DP.

Bimensuel, puis hebdomadaire depuis 1972, il a pris avec succès le virage du «tout numérique» il y a sept ans déjà, et publié cet été son 2000e numéro – car DP a choisi une voie originale:

- C'est un site web, domainepublic.ch, dont tous les articles sont disponibles sur ordinateur comme sur tablette ou smartphone.
- Mais DP reste un magazine (gratuit), paraissant le lundi. Une édition est spécialement mise en page, en trois colonnes, pour la lecture sur papier (fichier PDF à imprimer soi-même).

DP compte un noyau de 2'200 abonnements à son courriel hebdomadaire et s'appuie sur 500 donateurs et donatrices. Son conseil d'administration est présidé par Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération -- qui collabora au journal dès le premier numéro.

A l'occasion de son anniversaire, DP se tourne vers l'avenir en valorisant sa mémoire:

- L'intégralité de la collection du journal tel qu'il était imprimé et envoyé par la poste de 1963 à 2006 est maintenant en ligne: ces numéros peuvent être commodément feuilletés sur domainepublic.info et se prêtent évidemment à l'interrogation par un moteur de recherche. C'est une source précieuse pour la compréhension de l'histoire contemporaine de la Suisse.
- Dans une série d'articles dont la parution commence le 14 octobre, DP revient sur les évolutions et les enjeux pour l'avenir des grands dossiers de la Suisse depuis 50 ans.
- DP va financer une bourse de recherche universitaire sur l'évolution de la fiscalité suisse. Dirigée par Bernard Dafflon, professeur honoraire de l'Université de Fribourg, cette analyse fera l'objet d'une publication spéciale.
- Au site Internet et à l'édition PDF à imprimer s'ajoute désormais une édition électronique pour la lecture du magazine sur liseuse (e-Reader) et autres applications destinées à la lecture d'eBooks. Les utilisateurs et utilisatrices d'Amazon Kindle pourront recevoir DP automatiquement à chaque parution.

Le dossier complet introduit par ce qui précède est disponible [sur le site](#) et comme plaquette de 7 pages à télécharger ([fichier PDF](#))

La nouvelle priorité de la social-démocratie

I. L'avenir depuis 50 ans avec DP – Une série en sept volets

André Gavillet - 23 novembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24769>

Chaque jour, c'est la même scène. Ils vivent au retour ce qu'ils ont vécu à l'aller. Pressés dans un sens, puis pressés dans l'autre. Pendularisés.

Il y a 50 ans, deux ou trois fois par année, s'organisait spontanément sur le quai côté Simplon de la gare de Lausanne une sorte de kermesse selon les fêtes religieuses ou les élections nationales. Saisonniers. S'empilait tout ce qui était transportable: sacs de marin, valises, cartons. Comme les couloirs des wagons CFF étaient encombrés, on tentait de passer les bagages par les fenêtres. Tout cela tenait avec des cordes, des ceintures, des ficelles.

Le photographe Jean Mohr a saisi ces scènes qui sont devenues depuis pour nous des classiques.

Pourquoi un tel branle-bas? Sur le quai du Simplon débarquaient progressivement, par groupes, ces 800'000 travailleurs. Dès les années 50, La Suisse était entrée en mutation. Or le solde naturel (naissances - décès) était insuffisant. Il fallut lancer une politique volontariste.

Ainsi, dans les années 60, les étrangers se sont installés en masse. Mais s'ils faisaient le travail même ingrat et participaient au recrutement

des caisses d'assurances sociales, ils n'étaient pourtant qu'une solution provisoire. On le vit dans les années 74-76, lorsqu'ils furent renvoyés chez eux pour éviter à la Suisse les effets des chocs pétroliers.

La Suisse les recevait prêts à l'emploi, ces «étrangers» placés en manœuvres de chantier, aides-infirmières, etc. Jusqu'à quinze ans, leurs parents avaient payé l'entretien et l'«élevage» de cette force de travail, l'Etat assumant les coûts de la formation scolaire et les dépenses publiques de base. Marx a clairement analysé ce phénomène ([DP 22](#), 19.11.1964).

Dans la classification des métiers, ils stagnent ou peinent au bas de l'échelle. Ce sont des gens dont l'exploitation est facile, ils occupent des postes dont les indigènes sont heureux de se libérer.

Par ailleurs, ces étrangers réussissent à économiser, comme le montrent les chiffres du PIB, à envoyer chez eux une part de cette «épargne». Enfin, par leurs cotisations, ils contribuent aux réserves des assurances sociales. Leur participation se révélera indispensable, même s'ils passent, à 65 ans, de la condition de cotisant à celle de rentier: ceux qui ont le droit de ne plus travailler font partie inéluctablement des

bénéficiaires.

Femmes et démographie

Au début des années 60, les filles peuvent enfin recevoir une éducation de base semblable à celles des garçons. En revanche, elles restent encore très minoritaires dans de nombreuses formations, scientifiques, techniques, juridiques, médicales notamment.

Néanmoins, surtout à partir des années 80, le développement économique et l'augmentation des résidents poussent les employeurs à puiser dans cette autre «réserve», celle des femmes. Dès lors, le taux des emplois féminins augmente rapidement. Les femmes contribuent à répondre aux besoins croissants de main-d'œuvre. Elles obtiennent d'abord des occupations à temps partiel. Elles ne seront admises qu'avec retard et parcimonieusement dans les états-majors.

La proportion des hommes et des femmes salariés a très fortement évolué: en 1970, les femmes ne représentaient qu'un tiers de la main-d'œuvre totale, en 2008, elles en constituent 44% ([DP 2011](#)).

Deux objectifs restent néanmoins à atteindre. Le premier, celui de l'égalité. Il

concerne les salaires et les fonctions. Et cet enjeu n'est pas seulement celui du gain, mais aussi celui de l'indépendance sociale et de la liberté de ses choix de vie.

A cela s'ajoute la question de la prise en charge des jeunes enfants, lorsque se multiplient les familles où père et mère travaillent à l'extérieur et aussi les familles monoparentales. Le nombre de crèches et de garderies augmente, mais les besoins non satisfaits sont encore très importants. Au-delà de la participation financière des familles, et des rentrées fiscales nouvelles générées par le travail des femmes, il y a là un coût croissant pour la

collectivité.

De lourdes charges publiques

S'il s'agit de prendre à la lettre la valeur d'égalité, si une même qualité dans les soins doit être assurée à tous, si les exigences de justice sociale imposent qu'aucun ghetto ne se forme dans les quartiers moins favorisés, la charge sociale globale sera lourde.

Chargée par l'impôt, la classe moyenne risque de manifester non seulement électoralement mais aussi par d'autres formes d'action. La social-démocratie aura un rôle de premier plan dans cette épreuve de force.

Durant la même période, l'AVS devra être consolidée. Ce seront donc des masses financières considérables qui vont être mises en mouvement. Par milliards. Le peuple sera placé par de telles exigences devant un défi nouveau. Il faudra que le fisc compense toute nouvelle répartition inéquitable.

C'est pourquoi nous considérons comme primordiale la réalisation équilibrée des trois réformes indispensables, celle de l'AVS, celle de la prise en charge des petits enfants (crèches et garderies) et celle de la santé publique.

Le blocage n'est jamais loin, et pourtant la Suisse fonctionne

II. Les institutions politiques et leur fonctionnement

Jean-Daniel Delley - 14 octobre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24404>

Comment caractériser le système politique suisse? Ni présidentiel - le Conseil fédéral n'est pas élu par le peuple - ni parlementaire - le gouvernement ne peut succomber à un vote de défiance et le Parlement être dissous -, les institutions helvétiques relèvent plutôt du baroque. Et pour compliquer à souhait, la Suisse a progressivement développé depuis 1848 une panoplie de droits populaires qui permettent de contester les décisions des autorités et de leur imposer un agenda

politique.

Au cours des cinquante dernières années, cette architecture n'a pratiquement pas changé. La formule magique - les principaux partis participent au gouvernement selon une clé de répartition plus ou moins proportionnelle -, inaugurée en 1959, peut être considérée comme le couronnement de cet édifice complexe et potentiellement guetté par la paralysie. A charge de cet exécutif à large assise de rechercher des solutions de compromis

susceptibles de trouver un appui majoritaire aussi bien au sein du Parlement que dans le peuple. Jusqu'à la fin des années 80, les partis gouvernementaux n'ont-ils pas recueilli entre 72 et 85% des suffrages et détenu plus ou moins 80% des sièges au Conseil national et plus encore au Conseil des Etats ?

L'impossible programme commun

Est-ce cette évolution qui a conduit *Domaine Public* à préconiser, avant les élections

de 1967, un programme minimum de gouvernement? *«Les partis s'efforcent, devant le peuple, de dire sur quoi ils sont d'accord et à quelles conditions, quel est le programme minimum qu'ils peuvent accepter; bref ils définissent un programme de gouvernement et de réformes avant les élections. Au-delà de ce minimum, chacun retrouve son originalité, sa liberté d'acceptation et de refus, mais en deçà de ce minimum, le jeu ne peut plus être joué»* (DP 61, 62, 63, 66, 68, 70, 76).

La proposition n'a jamais trouvé d'écho. La logique des institutions - absence de sanctions en cas de non-respect des engagements pris, rôle des institutions de démocratie directe qui à tout moment peuvent mettre en échec tel ou tel point d'un programme -, pas plus que l'hétérogénéité des partis et l'absence de discipline interne n'y poussent.

Depuis 1965, maigre substitut, le Conseil fédéral publie tous les quatre ans un programme de législature. Ce programme, s'il compile les objectifs et les mesures envisagées par les sept départements, n'engage en rien le gouvernement et encore moins les partis représentés en son sein. Quant aux critères qui président à la cooptation d'un parti au gouvernement, ils se limitent à l'adhésion à des principes généraux: les conservateurs catholiques accèdent à l'exécutif en 1891, dès lors qu'ils reconnaissent la légitimité de l'Etat central et

laïc; les socialistes en 1943, après avoir adhéré à la défense nationale et renoncé à la lutte des classes.

Un paysage politique transformé

A partir des années 90, la situation se complique. L'UDC commence son impressionnante progression électorale, tout en se positionnant clairement en parti d'opposition réfractaire aux compromis. La participation au gouvernement se réduit à une vulgaire règle de trois. Ainsi, Eveline Widmer-Schlumpf est élue sous la bannière de l'UDC, même si elle est exclue de son parti aussitôt après. Siéger au Conseil fédéral devrait impliquer l'adhésion à un consensus minimal.

DP considère qu'aujourd'hui ce consensus doit porter sur la politique étrangère, en particulier sur nos relations avec l'Europe. Or l'UDC sabote de manière systématique ces relations. C'est pourquoi ce parti n'a plus sa place au sein de l'exécutif (DP 1932). A cet égard, en annonçant leur possible refus de l'extension de la libre circulation à la Croatie, les socialistes adoptent une position problématique (DP 2005).

La situation se complique également, car à partir des années 90 les autres partis gouvernementaux subissent une érosion lente, mais continue. Le paysage politique se modifie. Après l'émergence des Verts à la fin des années

80, c'est plus récemment la percée des Verts libéraux et du parti bourgeois démocratique qui complètent l'éventail partisan et représentent près de 20% de l'électorat, sans toutefois parvenir à obtenir un nombre de sièges correspondant à ce soutien populaire.

La faute au découpage électoral basé sur les cantons, qui défavorise les plus petites formations: dans les cantons les moins peuplés, le scrutin proportionnel ne fonctionne pas, une anomalie que DP a dénoncée à plusieurs reprises (DP 1977). Une répartition des sièges entre les partis dans le cadre d'une unique circonscription nationale, puis une répartition entre les cantons, permettraient d'y remédier.

Et pourtant le système politique fonctionne

L'affaiblissement des partis gouvernementaux, la progression de l'UDC et l'apparition des Verts et d'un nouveau centre-droit rendent plus complexe l'élaboration de solutions aptes à réunir une majorité. Le soutien aux propositions du Conseil fédéral est en recul.

A quoi il faut ajouter l'usage accru des droits populaires, signe évident d'une contestation grandissante. Durant le premier siècle de son existence, le référendum facultatif a été saisi à 54 reprises; ces trente dernières années, 81 fois. L'initiative populaire, introduite en 1891, a

eu beaucoup de peine à convaincre. Il a fallu 100 ans pour enregistrer ses dix premières victoires. Puis moins de vingt ans pour les dix suivantes.

Et pourtant, malgré ces handicaps multiples, le système fonctionne. Parce que le Parlement ne connaît pas d'affrontement entre des blocs permanents, contrairement aux régimes parlementaires, des majorités changeantes se

dessinent au gré des dossiers. Au cours des dernières années, la réforme de l'aménagement du territoire a été adoptée contre l'UDC et le PLR; une nouvelle politique agricole a vu le jour grâce à une alliance entre la gauche et le PLR; le centre-gauche a imposé la sortie du nucléaire et le front bourgeois pilote les dossiers économiques et financiers. Même les mesures d'accompagnement à la libre circulation, qui pourtant répugnent aux partisans de la

liberté économique, ont trouvé grâce aux yeux d'une majorité.

Ce délicat et fragile mécanisme n'est pas à l'abri d'une panne. Des dossiers importants tels que l'institutionnalisation de nos rapports avec l'Europe et la réforme et le financement de la sécurité sociale restent tributaires de majorités à construire et de scrutins populaires instrumentalisés par des formations politiques en quête de succès faciles.

La marche vers l'interdépendance

III. Les relations extérieures

Albert Tille - 26 octobre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24562>

Domaine Public décrit et commente depuis 50 ans les affaires publiques helvétiques. Un survol du sommaire de ses 2'000 éditions offre un indicateur intéressant de la dépendance croissante de la politique suisse face à l'étranger.

Durant ses dix premières années, DP n'a consacré que 37 articles en rapport avec l'étranger. A l'ordre du jour, bien sûr, l'initiative Schwarzenbach, puis la monnaie avec l'abandon de la convertibilité du dollar en or. En revanche, pour la seule année 2012, DP a publié 54 articles évoquant l'incidence étrangère sur les décisions politiques du pays.

La Suisse de l'après-guerre se voulait indépendante et neutre. Elle devient largement interdépendante. Entendons-nous bien. La Suisse économique moderne a toujours été largement ouverte vers le monde. Un petit pays au marché intérieur restreint ne peut prospérer qu'en cherchant des débouchés à l'étranger. Dans les années 60, son commerce extérieur représentait en gros un tiers du produit intérieur. C'est à peu près la même chose qu'aujourd'hui ([DP 2011](#)).

Il y a 50 ans, l'économie suisse, intacte après la deuxième guerre mondiale, trouvait facilement son chemin dans les pays en reconstruction. Sûre d'être parmi les meilleures, elle

s'accroche à une politique d'indépendance. Le Gatt (Accord général sur les tarifs et le commerce) est créé en 1948 pour réglementer le commerce mondial. La Suisse en reste à l'écart pendant dix ans. Bousculée par la guerre protectionniste menée par les Etats-Unis en faveur de son industrie horlogère, elle s'associe au Gatt huit ans plus tard pour devenir membre à part entière en 1966.

Convaincue de l'utilité d'une libéralisation réglementée des échanges pour maintenir sa capacité exportatrice, la Suisse devient alors très active dans les divers cycles de négociations commerciales. En 1994, elle ratifie l'accord de création de l'OMC qui protège

les marques de ses montres et les brevets de son industrie pharmaceutique et amorce une libéralisation des services. Donnant-donnant, la Suisse est contrainte en échange d'abandonner sa politique agricole planifiée. Pour Luzius Wasescha, l'un des négociateurs suisses à l'OMC, qui s'exprimait alors dans [DP 1360](#), «*le choix de la communauté internationale se résume à une globalisation sauvage ou à une globalisation accompagnée de règles de droit international. La législation suisse doit donc s'adapter*».

La collaboration avec l'Europe se fait aussi à reculons. En 1960, la Suisse suit la Grande-Bretagne dans l'AELE, zone de libre-échange peu contraignante, sorte d'antidote à la création du Marché commun. Mais l'AELE se rétrécit comme peau de chagrin alors que l'Union s'agrandit et se renforce. Le Conseil fédéral est convaincu que la Suisse doit avoir plein accès au marché unique européen en participant à l'EEE, puis en adhérant à l'Union. Il est bloqué dans son élan par les partisans de la Suisse indépendante et neutre. Les bilatérales recollent les morceaux. La Suisse s'aligne sur les règles européennes dans de nombreux domaines allant de la législation sur les

denrées alimentaires aux transports par camion, en passant par la libre circulation des personnes. Bruxelles demande aujourd'hui à la Suisse de reprendre automatiquement la législation communautaire pour bénéficier de l'accès au marché unique. Demain, et pour la même raison, la Suisse modifiera la fiscalité de ses entreprises et abandonnera le secret bancaire.

La Suisse adopte la même réserve initiale face à l'autorité monétaire internationale. Bien qu'elle ait l'une des monnaies les plus fortes du monde, elle n'adhère au FMI que 48 ans après sa fondation. Elle se [félicite](#) aujourd'hui de sa participation à une institution essentielle de l'architecture financière internationale.

Elle attend plus longtemps encore pour rejoindre l'ONU en 2002. Par ce geste, elle est obligée d'appliquer les mesures de contrainte décidées par le [Conseil de sécurité](#). Elle ne peut plus faire bande à part comme en 1986, lorsqu'elle refusa de participer aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Plus hardie, la Suisse n'attend que 24 ans pour ratifier, en 1974, la [Convention européenne des droits de l'homme](#) qui permet pourtant à

la Cour de Strasbourg de casser des décisions helvétiques.

Remarquable exception à la prudence de ses engagements internationaux, la Suisse a participé d'emblée et activement aux conférences sur le [développement durable](#). C'est en application des conclusions de ces grandes réunions internationales que la Suisse oriente sa politique environnementale avec notamment l'introduction de la taxe CO₂. Il est vrai qu'ici la jalouse souveraineté helvétique est formellement respectée, car les sommets de la Terre, de Stockholm à Rio + 20, n'ont fait que des recommandations non contraignantes.

Malgré ses réticences et ses lenteurs, la Suisse admet que l'interdépendance remplace l'indépendance, en accord avec le constat du [Collegium international](#) qui regroupe, autour de Michel Rocard, des personnalités du monde académique et politique, dont Ruth Dreifuss. Les nationalistes de l'UDC et d'ailleurs continueront de crier aux atteintes à la souveraineté nationale ([DP 2001](#)). Ils persistent à ignorer que, dans une société globalisée, la souveraineté ne peut qu'être partagée au sein d'autorités internationales auxquelles la Suisse doit participer.

Un enrichissement réel et des insatisfactions

IV. Les changements structurels de l'économie suisse

Jean-Pierre Ghelfi - 18 October 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24499>

L'intérêt d'un anniversaire comme celui des 50 ans de DP est de lever la tête du guidon, de sacrifier la dictature de l'immédiat pour le plaisir du temps (relativement) long, et aussi pour remettre en mémoire des données recouvertes par les multiples couches sédimentaires déposées par les actualités toujours renouvelées de notre quotidien.

Pour commencer, quelques aspects quantitatifs - en soulignant que les statistiques économiques ont été progressivement précisées et affinées au cours de la période considérée. Les séries n'étant pas toujours homogènes, les chiffres et pourcentages indiqués ci-dessous doivent souvent être considérés comme des ordres de grandeur plutôt que comme des données exactes à la décimale.

Produit national

A combien se montait le produit national (PNB) de la Suisse en 1963? 52 milliards de francs. En 2012, c'est douze fois plus, 612 milliards de francs. Mais la population a augmenté. Il y avait 5,8 millions d'habitants, et 8 millions à la fin de l'année dernière. Le PNB par habitant est passé de 9'000 francs à 76'500, soit huit et demi fois plus. D'autre part, d'une date à l'autre, la valeur du franc (son

pouvoir d'achat) a changé. Les prix ont presque été multipliés par quatre (l'indice des prix, sur la base de 100 en 1939, est passé en moyenne annuelle de 201,5 à 759,3). En valeur réelle, le produit national par habitant n'a donc en fin de compte qu'un peu plus que doublé.

Ne jouons pas les blasés. Un doublement du revenu national, par habitant et en valeur réelle, représente une amélioration non négligeable, surtout lorsqu'un ménage compte plus d'une personne. Mais pensons aussi aux efforts consentis pour parvenir à ce résultat. La durée normale du travail durant cette période a en effet peu diminué. Elle était de 45,6 heures par semaine en 1963, et de 41,7 heures en 2012. Calculée sur une année, la diminution du temps de travail a été en réalité un peu plus élevée en tenant compte de l'augmentation des vacances et des jours fériés. Nous n'avons toutefois pas trouvé de chiffres concernant les années 60 pour établir une comparaison précise (le chiffre correspondant pour 2011 est de 1'932 heures pour un travail à temps complet).

Salaires et emplois

Toujours en valeur réelle, et mesurés sur l'ensemble de la période considérée, les salaires ont triplé, pour une population qui est passée de 3 millions de

personnes actives à presque 5 millions, et la rente AVS moyenne a également été multipliée par trois, ce qui reflète assez exactement le double principe de l'adaptation des rentes au renchérissement et à l'évolution des salaires.

Mais l'économie d'aujourd'hui n'est plus celle d'il y a cinquante ans. En 1965, le secteur secondaire (industrie, arts et métiers, construction) comptait 1,465 million d'emplois à plein temps et le secondaire tertiaire (services) 0,863 million, auxquels s'ajoutaient 0,138 million d'emplois à temps partiel. En 2008 (dernier recensement des entreprises), le secteur secondaire employait 1,062 million de personnes et le secteur tertiaire 2,955 millions. Le recul de l'emploi dans le secondaire est de 28% et l'augmentation dans le tertiaire de 342%. Les cols bleus étaient majoritaires. Ils sont devenus très minoritaires.

Au sein de cette modification structurelle de l'économie suisse intervient une autre transformation marquée par une hausse substantielle de l'emploi féminin. Selon le recensement de la population de 1970, les hommes actifs (1,795 million) dans les secteurs secondaire et tertiaire sont presque deux fois plus nombreux que les femmes actives (0,970 million). En

2008, la différence s'est considérablement amenuisée: 2,270 millions d'hommes et 1,747 million de femmes, soit respectivement 56% et 44% de la main-d'œuvre totale.

Sur le 1,747 million de femmes actives, 0,233 million travaillaient dans le secondaire (37% à temps partiel) et 1,514 million dans le tertiaire (56% à temps partiel). S'agissant des hommes, seulement 4,7% travaillaient à temps partiel dans le secondaire et 18,6% dans le tertiaire. En 1970, l'emploi à temps partiel ne concernait qu'un quart des femmes actives.

On peut aussi relever que la structure des entreprises est restée d'une grande stabilité. Aujourd'hui comme hier, la part des petites et moyennes entreprises (PME jusqu'à 250 personnes) représente 99% de l'ensemble, et elles emploient les deux tiers des personnes.

Echanges extérieurs

A force d'entendre parler de mondialisation et de globalisation, on pourrait penser que l'économie suisse s'est elle aussi internationalisée au cours de ces cinquante dernières années. Rien de bien significatif en fait, du moins si l'on considère l'évolution du commerce helvétique avec l'étranger. En 1965, la statistique des douanes indique 15,9 milliards de francs d'importations et 12,9 milliards de francs d'exportations, soit respectivement 31% et 25% du produit national. En 2012, les

chiffres correspondants s'établissent à 176,8 milliards pour les importations et 200,6 milliards pour les exportations, soit 29% et 33% du produit national.

Le seul changement, d'importance il est vrai, qu'on observe est que la balance commerciale de la Suisse, traditionnellement déficitaire (davantage d'importations que d'exportations) tout au long du 20e siècle, est devenue bénéficiaire à partir de 1993. Non seulement elle est restée bénéficiaire depuis lors (sauf en 2000 et 2001), mais l'écart n'a cessé d'augmenter, pour dépasser les 20 milliards de francs à partir de 2010. Autrement dit, malgré la concurrence des pays à bas salaires, l'économie suisse est parvenue à maintenir la compétitivité de ses produits.

Revalorisation du franc

La cause du basculement d'une balance commerciale, de déficitaire à bénéficiaire, découle de la hausse constante de la valeur extérieure du franc, depuis l'introduction des taux de changes flottants au début des années 70. Cette revalorisation se traduit par une amélioration régulière du pouvoir d'achat (extérieur) de la monnaie et permet ainsi de payer moins cher les produits achetés à l'étranger. Autrement dit, nos importations ne diminuent pas ou ne croissent pas plus lentement que les exportations, mais il faut déboursier moins d'argent pour satisfaire nos besoins de produits et de

marchandises achetés à l'étranger.

Cette dernière observation relance une controverse ancienne concernant la détermination du produit national. L'Office fédéral de la statistique, suivant en cela les nomenclatures internationales, ignore superbement la problématique de la revalorisation du franc et la traite comme un phénomène purement monétaire. Pourtant, à l'évidence, ce phénomène est loin d'être purement monétaire puisqu'il a une incidence non négligeable sur le calcul de notre richesse collective.

Avoirs à l'étranger

Comme nous l'avons relevé plus haut, le solde de la balance commerciale était traditionnellement déficitaire. Cette situation a pour conséquence que les balances des services et des capitaux devaient être excédentaires puisque la balance des paiements (qui englobe les trois précédentes balances) doit être au moins équilibrée pour l'ensemble de nos transactions avec le reste du monde. C'était le cas jusque vers le milieu des années 60, mais à partir de 1966 la balance des paiements devient excédentaire (sauf en 1980), et pour des montants de plus en plus considérables: 7 milliards de francs en 1975, 12 milliards en 1985, 24 milliards en 1995, 65 milliards en 2005.

Grâce à ses excédents d'épargne, la Suisse a pu procéder à des investissements

toujours plus importants à l'étranger (IDE: investissements directs à l'étranger). Ils atteignaient en 2011 la somme considérable de 1'000 milliards de francs, représentant près de 3'000'000 d'emplois à l'étranger. En sens inverse, les investissements étrangers en Suisse s'établissaient à un peu plus de 600 milliards pour un nombre d'emplois que la statistique suisse n'indique pas. Précisons qu'on ne dispose pas de chiffres correspondant aux années 60 (pour plus de détails, voir la [publication](#) de la BNS ainsi que l'annexe statistique de [La vie économique](#)).

Les richesses accumulées en Suisse autant qu'à l'étranger ont pour effet quasi mécanique d'entraîner la monnaie helvétique dans un processus de revalorisation permanent, qui peut entraîner de très sérieuses difficultés à l'industrie d'exportation (le tourisme compte comme industrie d'exportation) lors de fortes perturbations des marchés financiers dans le monde - d'où par exemple la décision prise le 6 septembre 2011 par la Banque nationale de fixer un cours plancher de 1,20 franc à l'euro.

Capitalisme rhénan et capitalisme financier

Au cours du demi-siècle considéré, tout ne s'est cependant pas déroulé de manière uniforme. On peut considérer qu'il y a eu deux périodes distinctes. L'une va, en gros, de 1960 à 1980 et

l'autre intervient dès le début des années 80. Nous dirons de la première qu'elle se caractérise par ce que l'on nomme le [capitalisme rhénan](#), et la seconde par le capitalisme financier, pour reprendre la terminologie proposée en 1991 par Michel Albert dans son livre [Capitalisme contre capitalisme](#).

On pourrait aussi dire de la première qu'elle est de tendance plutôt sociale-démocrate alors que la seconde est néolibérale. L'un des repères que l'on peut proposer est celui de l'évolution du rôle des pouvoirs publics, qui s'accroît dans les décennies 60 et 70 alors que depuis les années 80 la mode est davantage à la déréglementation et la privatisation, avec les deux figures de proue que sont Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux Etats-Unis. Mais le parti radical n'a pas été en reste puisque son slogan du «*moins d'Etat*» est antérieur à l'élection des deux personnes mentionnées ci-dessus. Les retombées du changement de paradigme des années 80 n'ont d'ailleurs pas tardé à se manifester pour les salariés et salariées. Près des trois quarts de la hausse des salaires réels mentionnée précédemment a eu lieu entre 1960 et 1980, et un quart seulement au cours des 30 dernières années.

Inégalités

De nombreuses études sur les inégalités sociales montrent que l'éventail des revenus a eu

tendance à se réduire (pas seulement en Suisse, mais dans tous les pays développés) durant les années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale. La tendance s'est inversée depuis les années 80.

La dernière étude sur la richesse mondiale de Credit Suisse ([World Wealth Report](#)) indique qu'elle a atteint un niveau inégalé de 241'000 milliards de dollars. Les 10% les plus riches en détiennent 86% et le 1% supérieur 46% à lui seul.

Rien n'illustre mieux ce renversement de tendance que les débats autour de l'initiative Minder sur les salaires abusifs, ceux en cours sur l'initiative de la Jeunesse socialiste 1:12 et sur celle de l'Union syndicale suisse sur le salaire minimum à 4'000 francs. La question des rémunérations excessives et, derrière elle, celle de l'accumulation de richesses considérables par une petite caste de *managers* exaspère une partie de la population.

Dans les années 60, personne n'aurait probablement eu l'idée de lancer une initiative telle que 1:12, car les cas où cette proportion était dépassée devaient être très rares. Le fait qu'aujourd'hui le débat s'enflamme au sujet de ce texte, et que les milieux économiques prédisent les pires catastrophes au cas où il venait à être accepté, est une claire indication que l'éventail des salaires s'est considérablement élargi, notamment sous l'influence des mœurs managériales anglo-

saxonnes. Cette évolution a été favorisée par la présence toujours plus marquée de sociétés multinationales dont l'une des caractéristiques est d'offrir des emplois généralement extrêmement bien rémunérés à leurs dirigeants et à leurs cadres, le plus souvent étrangers eux-mêmes.

Conclura-t-on que la Suisse a

sacrifié son âme au capitalisme financier? Ou bien dira-t-on que ce pays s'insère dans un mouvement qu'il n'aspire qu'à suivre? Les avantages fiscaux décidés par le canton de Zoug pour accueillir des *holdings* et autres sociétés de domicile remontent aux années 30! Tous les cantons, avec des fortunes diverses, en ont fait de même depuis lors en déroulant les

tapis rouges et en consentant des facilités et des avantages fiscaux en veux-tu en voilà pour les accueillir. Au point d'ailleurs que la fiscalité des personnes morales s'en trouve maintenant chamboulée et que le moins-disant fiscal a pris le dessus. Ne recueille-t-on pas aujourd'hui les fruits empoisonnés des graines semées ces dernières décennies?

Les très grandes affaires du marché de détail

V. Consommation et distribution

Yvette Jaggi - 18 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24724>

Dans les années 60, la Suisse a connu, comme les pays développés et avec un certain retard par rapport aux Etats-Unis, une profonde transformation: l'avènement d'une société de consommation de masse dans laquelle les ménages achètent toujours davantage de biens et de services toujours plus diversifiés.

Même encore mal consolidés, les comptes nationaux reflètent cette évolution. Entre 1961 et 1970, la consommation privée à prix constants augmente dans une proportion record de 48%, jamais retrouvée depuis lors, sans que ces dépenses ne dépassent les revenus salariaux encaissés par les ménages au cours de la décennie la plus prospère des Trente Glorieuses. Malgré un léger fléchissement depuis le

tourant du siècle, la consommation des ménages représente toujours près de 60% du produit intérieur brut dont elle reste donc la principale composante. Comme telle, elle joue un rôle primordial dans toute politique conjoncturelle qui associe souvent croissance à dépenses autant qu'à revenus.

Abondance, gaspillage et discussion

Domaine Public a d'emblée perçu l'émergence d'une société d'abondance et promptement dénoncé les inéluctables gaspillages qu'elle entraîne - et dont elle se nourrit même. C'était le thème du n° 17, conclu par un éditorial consacré à cette forme de [luxe](#) contemporain: perdre délibérément du temps et de l'énergie sans souci d'efficacité

ni de rationalité, en toute gratuité dans un but de don, d'épanouissement ou de pur plaisir. Mais voilà, «*la faible tenue de notre civilisation se mesure au fait que l'on gaspille beaucoup de biens sans joie; et surtout que l'on dilapide des forces, que l'on galvaude des énergies sans qu'elles soient créatrices. Nous nous offrons peu le luxe de libertés nouvelles*».

Cette apologie de la gratuité a inspiré une longue lettre à l'écrivain Yves Velan. Sa réaction et le dialogue qui s'ensuit se présentent sous la forme d'un entretien, transcrit dans le n° 23, sur le thème «[de la fête à la consommation sans joie](#)». En jeu: la part de la valeur économique attachée à toute activité apparemment inutile, du type éducation, culture, création, promenade.

Nouvelle approche indirecte de la société de consommation dans le n° 33, sous la forme cette fois de la [recension](#) d'un ouvrage du professeur Jean Meynaud, paru en 1964 à Lausanne, où l'auteur frappe plusieurs volées d'étudiants par l'originalité et la force critique de sa pensée politique et sociale. Sous le titre *Les Consommateurs et le Pouvoir*, il met en évidence l'immense potentiel à la fois contestataire et constructif d'un mouvement consumériste qui tarde à se manifester en Europe, sauf en Suisse où la Fédération romande des consommatrices se montre active depuis un lustre.

Jean Meynaud fait la distinction entre le simple acheteur de biens et d'articles divers et le «*consommateur total*», sorte d'usager universel qui se fournit chez les prestataires de services en tous genres, publics ou privés, collectifs ou individuels, rémunérés ou non. Dans cette perspective, la protection des consommateurs élargit son champ et englobe, par exemple, la lutte contre la spéculation foncière, la préservation des paysages ou l'amélioration de la qualité des programmes télévisés. Pour ne rien dire de la couverture des coûts sociaux engendrés par des usages ou des comportements inadéquats envers l'environnement naturel et construit, les lieux de vie et de travail, les espaces publics et autres équipements collectifs.

Les manifestants de Mai 68 ont puisé, chez Jean Baudrillard en

particulier, une volée de critiques à l'égard de la société de consommation, les traduisant en slogans mémorables du genre «*Consommation, piège à c...*» ou «*La marchandise est l'opium du peuple*».

Dans son n° 94 daté du 30 mai, DP déroge à son autolimitation au champ helvétique pour se pencher sur [Ces jours qui ébranlent la France](#). Et pour consacrer tout un chapitre aux rapports entre «*ouvriers et société de consommation*».

Notant la réserve du parti communiste et de la CGT vis-à-vis de la contestation estudiantine, DP la trouve logique. «*De larges couches de la population sont restées en marge de la prospérité. Elles ne sauraient en tant que consommatrices être dégoûtées de notre civilisation, elles commencent à peine à en connaître certains bienfaits. La société de consommation, la classe ouvrière y est attachée, d'abord parce qu'elle y trouve son gagne-pain, ensuite parce qu'elle n'est pas blasée.*»

Explication d'évidence, facile à transposer dans la réalité actuelle, où la société d'abondance fait toujours envie, particulièrement chez les déshérités de la planète et de la société, techniques du *marketing* et globalisation des modes de vie aidant.

Et la moue critique faite par les «*élites*» n'engage qu'elles-mêmes.

Distribution concentrée et urbanisme commercial

A consommation de masse, distribution en masse. L'évolution de la demande des acheteurs, toujours plus motorisés et désormais connectés, aura provoqué de profondes restructurations du côté des vendeurs.

Les entreprises de la grande distribution ont intégré leur filière d'approvisionnement, rationalisé leur logistique, réorganisé leur réseau de vente, généralisé le libre-service, agrandi les surfaces de leurs succursales, développé leurs techniques de *marketing* et d'observation de la clientèle. Elles ont bataillé pour chaque site d'implantation, pour chaque fraction de pour-cent de marge nette, pour chaque innovation promotionnelle ou informatique.

Depuis les années 70, elles ont connu des regroupements spectaculaires, avec disparition de raisons sociales, voire d'enseignes, au point d'en arriver à la situation présente, caractérisée par une extrême concentration dans la distribution des biens de consommation et même de certains services. Le secteur de la vente au détail est à ce point dominé par les deux géants Coop et Migros que l'on peut parler, dans le secteur alimentaire tout au moins, d'un marché duopolistique. Avec toute la portée d'une telle réalité sur les plans économique, social et politique à l'ère de la consommation de

masse.

DP a observé les étapes marquantes du processus de concentration. Certes, les deux numéros spéciaux *Essai sur le capitalisme suisse I* et *II* se réfèrent exclusivement aux grands groupes de l'industrie, de la banque et des assurances. Mais DP n'a pas manqué les grandes opérations capitalistes qui ont mené, par exemple en 1967, à l'intégration du groupe [Jelmoli](#) dans la *holding* luxembourgeoise General Shopping (n° 72) ou, en 1984, à la disparition d'une chaîne historique comme [Usego](#) (n° 729). Ou plus tard à l'éclatement du groupe Globus/ABM et au rachat des magasins Waro par Coop ou Denner par Migros. A chaque fois, comme récemment lors de la reprise en 2009 de Sunstore par Galenica ([DP 1822](#)), la Commission de la concurrence finit par donner sa bénédiction au mariage de raison économique soumis à son approbation.

En matière d'urbanisme commercial, DP s'est montré très attentif aux développements attendus. C'est ainsi que le n° 29 annonçait dès mars 1965 le premier projet de *shopping center* à l'américaine, ce Glattzentrum qui allait effectivement, dix ans plus tard, ouvrir son parking géant et ses magasins à Wallisellen ZH et s'imposer jusqu'aujourd'hui comme le plus important centre commercial de Suisse, réalisant un chiffre d'affaires de 620 millions de francs. A noter qu'il

est désormais rattrapé par la ville, la Glatttalstadt en plein développement, à l'instar des centres de Balexert GE et de Spreitenbach ZH, tous deux ouverts dans les années 1970-73.

En 1972, DP consacrait un important dossier à [L'hypermarché au bord de la route](#), faisant l'inventaire des problèmes annoncés en matière d'aménagement du territoire par la politique d'implantation de ces gros générateurs de trafic que sont les grandes surfaces sises le long des grands axes de circulation.

Ces problèmes ont tout naturellement provoqué un mouvement de balancier de retour en ville signalé en 2003 ([DP 1573](#)), à l'exemple des nouveaux *malls*, fonctionnant comme des espaces fermés et aseptisés, dédiés à la consommation et à la socialisation sécurisées. Ces galeries d'un genre renouvelé existent depuis quelques années à Genève (La Praille), en plein Zurich (Sihlcity) et dans le quartier de Brunnen à Berne (Westside).

Consommateurs et distributeurs, acteurs politiques

Comment pouvait-il en être autrement, même au pays dont la Constitution oblige les collectivités à respecter le principe de la liberté économique? Des phénomènes comme l'essor de la consommation ou la concentration dans la

distribution ne pouvaient se produire sans accompagnement politique ni effet sur la législation.

Regroupés dès les années 60 en organisations de base actives surtout en Suisse latine, les consommateurs ont conquis la reconnaissance de leur existence et de leurs droits le 14 juin 1991, jour de l'adoption par le peuple et les cantons de l'article constitutionnel présenté comme contre-projet à leur propre initiative populaire. Fruit d'un intense travail d'information et de lobbies, cette reconnaissance a fait des consommateurs un interlocuteur obligé des autorités fédérales et cantonales ainsi que des organisations économiques rompues de longue date à la défense de leurs propres intérêts. A commencer bien sûr par les grands distributeurs.

A titre d'exemple, on choisira la surveillance des prix pour montrer le type de patiente intervention exigée des citoyens-consommateurs. Côté distributeurs, c'est aussi l'embarras du choix. Optons pour la politique active et l'information-presse, pour lesquelles certaines entreprises semblent avoir un goût prononcé.

DP a suivi avec une sympathie évidente les efforts des consommateurs pour devenir une force complémentaire aux syndicats. Et cela même si ces derniers ne se montrent pas toujours preneurs, comme on l'a vu au temps des [arrêtés conjoncturels](#) de 1973 qui

prévoient l'institution d'une surveillance des prix. Quoi qu'en pensent les organisations de travailleurs, rien ne sert de défendre les revenus salariaux si leur utilisation, sous forme de dépenses de consommation, ne peut pas se faire dans la transparence, qu'il s'agisse d'affichage des prix, d'information sur les produits, de conditions générales et contractuelles pour le logement, les comptes bancaires, les assurances et, bien sûr, les services publics.

Dans ses articles publiés à l'occasion du 200e numéro de *J'achète mieux* en 1992, à celle des 40 ans de la FRC en 1999 ou des 25 ans de l'article constitutionnel sur la protection des consommateurs en 2006, DP salue les avancées obtenues, d'abord grâce à l'engagement des acheteurs et usagers qui pratiquent «une nouvelle forme de civisme». Non sans marquer à chaque fois tout le chemin qui reste à parcourir.

La très laborieuse introduction d'une surveillance des prix en Suisse illustre bien les aléas de la défense des consommateurs. Instituée à la faveur des mesures anti-inflation au début de 1974, elle est abolie quatre ans plus tard. Tollé dans les milieux consommateurs qui lancent, en septembre 1978, une initiative populaire tendant à pérenniser cette surveillance. Dépôt en juillet de l'année suivante. Malgré le contre-projet recommandé par les Chambres, l'initiative est acceptée le 28 novembre 1982, par 56,1% des votants et par

16 cantons et 2 demi-cantons. S'ensuivent de [longs travaux](#) pour l'élaboration d'une loi d'application à laquelle s'opposent plus ou moins ouvertement les milieux économiques. Finalement, la loi fédérale du 20 décembre 1984 concernant la surveillance des prix (LSPR) entre en vigueur le 1er juillet 1985, mais ne donne de toute évidence pas satisfaction. D'où le lancement d'une nouvelle initiative populaire en avril 1986 «sur la surveillance des prix et des intérêts des crédits» déposée en novembre 1987 et finalement retirée en septembre 1991, au vu du contre-projet indirect sous forme d'une révision acceptable de la LSPR. Soit au total dix ans d'élans aussitôt freinés, de manœuvres de coulisse, de tentatives de blocage d'une revendication pourtant avérée.

Ceci dit, les limites de la surveillance des prix sont connues. La lutte contre l'îlot de cherté demeure sélective ([DP 2008](#)) et les opérations de blocage de la législation sur les cartels se poursuivent ([DP 2013](#)).

Les grands distributeurs ont traditionnellement le goût de la politique active et n'hésitent pas à en payer le prix. Seules les méthodes changent. Le fondateur de Migros, Gottlieb Duttweiler, qui a transformé sa société anonyme en coopérative en 1941, a siégé lui-même aux Chambres fédérales pendant 24 années, par intermittence entre 1935 et 1962, sur les bancs de la défunte Alliance des

Indépendants. Une formation, absente de Berne depuis 1998, dont Migros a couvert la majeure partie du budget, tout comme de différents organes de presse plus ou moins durables. De son côté, Coop a longtemps entretenu une amicale parlementaire pour les questions de consommation. Les deux grands groupes mêlent désormais politique, promotion et information dans leur hebdomadaire respectif, tirant l'un et l'autre à près de 2 millions d'exemplaires en trois langues. Du temps de son indépendance, Denner utilisait à fond la démocratie directe, son fondateur [Karl Schwenk](#) jouant à monter des actions politico-commerciales à grand spectacle.

A noter que dans les cas graves les grands distributeurs suisses savent très bien faire politique commune. En 2006, sachant que le lobbysme commun fait la force, ils présentaient à Berne l'image touchante d'un front uni contre les affreux *discounters* allemands décidés à passer le Rhin pour venir capter leur part du pouvoir d'achat si abondant en Suisse ([DP 1689](#)).

Un thème fausement mineur

Dans son premier demi-siècle d'existence et sans craindre de se pencher sur le «*panier de la ménagère*» ni sur les chariots des grandes surfaces, DP aura régulièrement couvert les thèmes de la consommation et de la distribution que d'aucuns ont longtemps jugé mineurs, faute d'en comprendre toute la

signification économique et surtout sociale. Or les budgets des ménages, la diversification des services commercialisés, les langages de la publicité, la mondialisation des marques, les nouveaux moyens de paiement électroniques et d'achat en ligne n'ont rien de futile, mais renvoient à la

société qui se fait spontanément inégalitaire et axée sur les valeurs matérielles.

S'impose une réaction politique, publique et civique, collective et individuelle. La loi fixe les règles et corrige les abus qu'elle ne sait pas

prévenir. Le «*consommateur total*» se préoccupe du sens et des effets de ses choix et comportements. Et le distributeur responsable utilise sa force pour améliorer la qualité de ses rapports à ses fournisseurs et clients et, bien entendu, celle de ses produits et services.

Un paysage éducatif transformé et de nouveaux problèmes

VI. Ecole et formation

Françoise Gavillet - 09 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24660>

L'école et la formation sont rarement absentes de la scène publique et médiatique. Cette visibilité était encore plus évidente dans les années d'immédiate après-guerre – rien de surprenant donc à ce que ces thèmes soient fortement présents dès l'origine dans les colonnes de *Domaine Public*.

La naissance de DP coïncide en effet avec le développement exponentiel des besoins de formation en Suisse. Au lendemain de la guerre, il a fallu répondre, dans un laps de temps court, aux exigences d'une croissance économique en forte expansion.

Urgences de formation

Le *baby-boom* des années 50 s'est rapidement traduit par une explosion des effectifs d'élèves dans la scolarité obligatoire, et en particulier dans la scolarité secondaire –

dont l'arrivée générale des filles à ce niveau de formation. Un seul chiffre à titre d'illustration: ces effectifs ont augmenté de 50% dans le canton de Vaud entre 1950 et 1978. Dès lors, comme le pays manque de cadres et de personnels bien formés dans tous les domaines, les attentes sont très grandes face à l'enseignement secondaire et à l'Université.

Plus précisément, dans les années 60 et au début des années 70, aux premiers temps de la publication (alors bimensuelle) de DP, les articles consacrés aux questions de formation sont fréquents dans les colonnes du journal. L'approche est tantôt sociologique, tantôt pédagogique, ou plus directement politique. Il s'agit toujours de promouvoir les nécessaires investissements financiers et humains en matière de formation, mais

aussi de mettre le doigt sur les incohérences, les freins, les inégalités dans ce domaine.

Des thématiques prioritaires

La ségrégation scolaire, à dimension sociale, est clairement dénoncée. A travers une sélection précoce, rigide et mal pensée, elle se traduit par un gaspillage inacceptable de talents. Mise en accusation, entre autres, la courbe de Gauss et son dogme des trois tiers d'élèves bons, moyens et faibles qui seraient présents dans chaque groupe scolaire, aussi réduit soit-il. Dans le deuxième numéro déjà, un article au titre explicite, [Echec aux échecs. Sélection scolaire et gaspillage des ressources intellectuelles du pays](#).

Parallèlement, sont présentés des systèmes scolaires refusant la sélection jusqu'au terme de la scolarité obligatoire, ceux du

nord de l'Europe et de la Suède plus particulièrement, dont on relève que le taux des étudiants universitaires, 25%, dépasse largement celui de la Suisse.

Plusieurs articles, dans une approche sociologique, mettent en évidence les inégalités sociales reproduites par l'école, à travers les taux très bas d'«*enfants d'ouvriers*» à l'Université (4% environ) et la présence forte des «*héritiers*». La faible présence des filles et jeunes femmes aux niveaux secondaire et tertiaire est aussi dénoncée, chiffres à l'appui. Au milieu des années 60, elles ne constituent en effet que le 18% des effectifs universitaires face au 82% des cohortes masculines.

Plus tard, c'est l'exigence d'accès des enfants handicapés à l'éducation qui sera mise en avant. Dans le canton de Vaud, il faudra attendre 1977 pour que soit votée une première loi sur l'enseignement spécialisé, qui consacre le principe du droit à l'instruction pour tous les enfants atteints d'un handicap.

Les questions pédagogiques sont bien présentes aussi. DP réaffirme avec insistance au cours des années 60 la nécessité de développer la recherche pédagogique, de créer des centres de recherche, de les doter de moyens suffisants, et de promouvoir la mise en œuvre de projets de «*pédagogie expérimentale*». DP relaie par exemple l'appel de professeurs d'Université suisses dénonçant les méfaits de l'encyclopédisme et

demandant que les enseignants universitaires reçoivent une formation pédagogique. Le journal présente aussi la création à Genève d'un cycle d'orientation de trois ans pour tous les élèves.

Les besoins de la formation universitaire

Mais c'est probablement l'indispensable développement de l'Université - et plus précisément la nécessité de lui consacrer les financements nécessaires - qui constitue le *leitmotiv* prioritaire dans les premières années du journal. Ce thème illustre à l'évidence pour les auteurs des articles à la fois le gaspillage des talents et les injustices de la sélection. Une présentation des conclusions du Rapport Labhardt (1964) souligne le retard de la Suisse en matière de formation universitaire - alors même que des efforts importants sont entrepris, la part des recettes fiscales consacrée à l'enseignement supérieur a diminué entre 1958 et 1962.

Par ricochet, il s'agit évidemment d'assurer dans le même mouvement le développement de l'enseignement secondaire (scolarité obligatoire et postobligatoire) afin d'éviter un «*goulet d'étranglement*» à ce niveau-là. Les chiffres montrent d'ailleurs clairement que la Suisse est à la traîne en Europe quant au pourcentage de diplômés universitaires. Au milieu des années 60, seuls 4% d'une classe d'âge obtient un titre universitaire dans notre

pays.

Dans le domaine de la formation aussi, la fibre fédéraliste de DP se traduit par une forte sensibilité aux tensions liées à la répartition des pouvoirs entre Confédération et cantons. Un exemple frappant est celui de l'élaboration d'un règlement suisse de maturité, adopté par le Conseil fédéral. Inacceptable selon DP, car soumettant arbitrairement les études gymnasiales au *diktat* des exigences des seules études de médecine, et dépouillant par là même les cantons de leur autonomie en la matière.

Premières désillusions

Dès la fin des années 70, une évolution des problématiques de la formation devient sensible. Des désillusions apparaissent, une prise de conscience progressive du maintien des inégalités sociales à l'école, des attentes déçues face à la recherche pédagogique, des regrets face au manque d'ambition des réformes en Suisse, et au retard persistant de notre pays en ce domaine.

Du coup, la tonalité des articles consacrés à l'école et à la formation évolue. Ces articles deviendront nettement plus rares dans les décennies suivantes.

Mutations lourdes

Il ne fait aucun doute, rétrospectivement, que le paysage de la formation a été modifié en profondeur au cours

des trente dernières années.

Il y a bien eu explosion des effectifs d'étudiants à tous les niveaux de formation, même si cette massification ne s'est que partiellement traduite en démocratisation. Le taux suisse d'obtention d'un diplôme universitaire (Hautes écoles) a augmenté mais demeure aujourd'hui encore inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Il lui est en revanche légèrement supérieur s'agissant des diplômes de HES (cf. OCDE, [Regards sur l'éducation 2013](#)).

Et d'ailleurs, en matière de formation professionnelle, l'événement majeur a précisément été la création, à la fin des années 90, de ces Hautes écoles spécialisées, et dans la foulée celle des Hautes écoles pédagogiques, instaurant des formations tertiaires dans tous les domaines professionnels.

De même, des accords importants, quoique très discutés, ont été réalisés en matière d'harmonisation, notamment les accords de Bologne au niveau européen (1999), ou plus récemment *Harmos* à l'échelle suisse.

Et aujourd'hui, quelles priorités?

En revanche, des problèmes nouveaux sont aussi apparus, auxquels l'école, et au-delà la société tout entière, sont aujourd'hui confrontées. Nous n'en mentionnerons ici que deux, particulièrement lourds de par les conséquences humaines et sociales qu'ils engendrent.

Il s'agit tout d'abord, apparues depuis près de trente ans, des nouvelles migrations liées aux conflits armés ou à la misère. La prise en charge par l'école de ces élèves allophones exige

des réponses spécifiques et a conduit à la création de structures particulières (classes d'accueil, soutien individualisé, etc.).

Par ailleurs, on constate depuis plusieurs années en Suisse qu'une proportion de 10 à 15% de jeunes arrivent au terme de la scolarité obligatoire sans perspective de formation et sans avoir acquis un niveau suffisant de compréhension et d'analyse des textes écrits leur permettant de développer leur autonomie et de s'insérer dans la société (voir le rapport 2010 [L'Éducation en Suisse](#) du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation). Une société avancée ne peut pas tolérer une telle situation. Aujourd'hui, ce ne sont plus d'abord les élites qu'il faut développer, c'est clairement le soutien aux premières années de la scolarité qui devient prioritaire.

«Domaine Public», la gauche et la science

VII. Recherche scientifique

Gérard Escher - 04 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24619>

Le premier numéro de *Domaine Public* consacrait déjà un titre à la «*recherche scientifique*» en pédagogie. Cinquante ans donc que DP porte un soutien critique à la science, source de possibles, capable de débloquent des débats politiques, mais aussi une critique de ses dérives et

de sa contribution à la croissance à tout prix. Petit échantillon de prises de position de DP - les dix premières années, environ 200 numéros, en gros jusqu'à la crise pétrolière de 1972 - toujours pertinentes.

[Pédagogie: bricolage ou](#)

[recherche scientifique?](#), titre le n° 1 de DP. La recherche en pédagogie est une obsession des débuts. Dans le n° 18 (1964), [Pour une pédagogie expérimentale](#) avoue que c'est un «*cheval de bataille*» du périodique. Une enquête du n° [42](#) (1965) place les «*investissements dans la*

recherche pédagogique» au cinquième rang des préoccupations des lecteurs de DP; à leur décharge, la fiscalité des *holdings* figure en première place. L'acharnement de DP, avec la création des hautes écoles pédagogiques, a sans doute été couronné de succès. La science permet de dégelier l'immobilité - ici de l'école -, c'est le premier axe de DP.

A quoi sert la science?

La question apparaît au n° 50, dans l'article [Décervelons les computers](#). Aucune projection ne permet de résoudre les problèmes de notre société, y dit-on, car il ne s'agit pas de prolonger le présent (comme le font les «*computers*»), mais de le transformer. Dans son dynamisme, le capitalisme met l'avenir à son service et instrumentalise la science. Affirmons donc la primauté des valeurs sur le rationnel - c'est le deuxième axe de DP.

Mais «*l'invention technologique et scientifique est le fait révolutionnaire fondamental*», affirme le [n° 120](#) (1969). Elle change certes la vie, mais rend également possible une économie de la croissance continue. Se joue donc une partie serrée, dit DP. La liberté doit être gagnée contre l'organisation de la société industrielle, où priment croissance, technologie, profit; mais aussi, sur un autre front, contre le retour du magique et

de la religiosité. Troisième axe: la science, alliée objective de la révolution quand elle fait reculer l'obscurantisme, mais alliée inconfortable quand elle cautionne profit et croissance.

A partir du moment où la science prend une place décisive dans la vie nationale, qui contrôle les savants? «*La réponse ne se trouve pas sous les pas d'un cheval*» est-il dit joliment dans le [n° 91](#). L'Etat? Son rôle est d'imposer une limite aux exigences financières. Les savants eux-mêmes? En général, ils se ménagent réciproquement. Un vaste conseil représentatif de tous les milieux? C'est un faux parlement. Et l'édito du [n° 190](#) d'ajouter: l'industrie? «*Si l'industrie est partie (très prenante) de la politique de recherche et développement, elle ne saurait en décider seule les finalités*». Alors? «*On peut imaginer des confrontations restreintes et pas nécessairement bruyantes, entre chercheurs et patrons, industriels, politiciens, travailleurs et enseignants, non pour contrôler le travail fait, mais pour le questionner*» ([n° 91](#)). Quatrième axe: affirmer la primauté du politique sur la technocratie, mais laisser travailler les chercheurs dans la quiétude.

Réconcilier science et société

Deux articles intitulés *Haro sur*

la recherche fondamentale dans les n°s [207](#) et [208](#) (décembre 1972) reflètent un tournant, l'abandon des heureuses années 60. Ce sont les premières coupures de budget en ces années de grande inflation, où l'on cherche à supprimer tout investissement non directement productif; c'est la science critiquée par la génération Vietnam, consciente des applications militaires; c'est la critique radicale - par la gauche militante - d'une science responsable des malheurs de la civilisation industrielle: croissance démesurée et destruction de l'environnement.

Mais DP ne prend pas ce chemin et propose dans le même numéro la volonté plus pratique «*d'une réconciliation avec la société et ses besoins*». Il s'agit de développer une «*véritable science qui nous permettrait de gérer des systèmes complexes interdépendants*». Orienter la science vers la recherche d'instruments conceptuels dont nous aurons besoin pour nous situer et agir demain; insérer par tous les moyens les scientifiques dans la société - pour mieux comprendre ces besoins -, tels paraissent à DP les deux objectifs complémentaires d'une politique scientifique.

Quarante ans plus tard, voilà un programme qui reste d'actualité.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée mais encouragée, pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

2000e numéro pour quoi faire?

<http://www.domainepublic.info/book/i/3991/>

<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F44846.php>

http://www.domainepublic.ch/wp-content/files/upload/dp0125_Essai_sur_le_capitalisme_suisse.pdf

http://www.domainepublic.ch/wp-content/files/upload/dp0137_Essai_sur_le_capitalisme_suisself.pdf

«Domaine Public»: un média politique suisse indépendant fête ses 50 ans

<http://domainepublic.ch>

<http://domainepublic.info>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24386>

<http://bit.ly/dp50ans>

La nouvelle priorité de la social-démocratie

<http://www.domainepublic.info/book/i/4273/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24499>

Le blocage n'est jamais loin, et pourtant la Suisse fonctionne

<http://www.domainepublic.info/book/i/4245/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/18932>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24137>

<http://www.domainepublic.ch/articles/22163>

La marche vers l'interdépendance

<http://www.domainepublic.ch/articles/24499>

<http://www.domainepublic.ch/articles/8728>

<http://www.seco.admin.ch/aktuell/00277/01164/01980/index.html?lang=fr&msg-id=45812>

<http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00620/04989/index.html?lang=fr>

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intorg/euroc/coeuhr.html>

<http://www.are.admin.ch/dokumentation/00121/00224/index.html?lang=fr&msg-id=44395>

<http://www.collegium-international.org/index.php/fr/presentation/textes-fondateurs/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/23852>

Un enrichissement réel et des insatisfactions

<http://www.snb.ch/ext/stats/bop/pdf/fr/bop.book.pdf>

<http://www.lavieeconomique.ch/fr/>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Capitalisme_rh%C3%A9nan

http://fr.wikipedia.org/wiki/Capitalisme_rh%C3%A9nan

<https://www.credit-suisse.com/ch/en/news-and-expertise/research/credit-suisse-research-institut/news-and-videos.article.html/article/pwp/news-and-expertise/2013/10/en/global-wealth-reac-es-new-all-time-high.html>

Les très grandes affaires du marché de détail

<http://www.domainepublic.info/book/i/4098/3>

<http://www.domainepublic.info/book/i/3825/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/5048/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4145/>

<http://www.domainepublic.info/zoom/i/3643/>

<http://www.domainepublic.info/zoom/i/3655/>

<http://www.domainepublic.info/zoom/i/4024/3>

<http://www.domainepublic.info/zoom/i/4964/4>

<http://www.domainepublic.ch/articles/10110>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4151/>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4135/2>

<http://www.domainepublic.ch/articles/267>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4306/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4909/4>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24299>

<http://www.domainepublic.ch/articles/24592>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4990/5>

<http://www.domainepublic.ch/articles/9081>

Un paysage éducatif transformé et de nouveaux problèmes

<http://www.domainepublic.info/book/i/4238/2>

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/education/regards-sur-l-education-panorama_20763956

<http://www.skbf-csre.ch/fr/monitorage-de-leducation/rapport-2010/>

«Domaine Public», la gauche et la science

<http://www.domainepublic.info/book/i/3991/3>

<http://www.domainepublic.info/book/i/3936/4>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4153/4>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4114/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4267/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/3811/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4125/>

<http://www.domainepublic.info/book/i/3811/2>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4142/4>

<http://www.domainepublic.info/book/i/4097/4>